



Au fil des jours

- La Grande Relève - N° de 1935 à nos jours... - De 1998 à 2009 - Année 2008 - N° 1087 - mai 2008 -

Date de mise en ligne : samedi 31 mai 2008

Description :

Dans sa chronique, Jean-Pierre mon montre que l'optimisme affiché par le gouvernement, qu'il s'agisse de diminution du chômage ou de croissance des affaires, est un leurre, et que le nouveau rapporteur spécial des Nations Unies sur le droit à l'alimentation est très pessimiste.

Copyright © Association pour l'Économie Distributive - Tous droits réservés

La "baisse" du chômage

Parmi les "succès" de sa politique économique, le gouvernement met en exergue la baisse du chômage. Mais la réalité est tout autre [1] : « D'après la mesure la plus utilisée, on comptait en janvier 2008, selon le ministère de l'emploi, 1,9 million de chômeurs. Mais il s'agit de la définition la plus restrictive : les personnes qui n'ont pas travaillé plus de 78 heures le mois précédent l'enquête et qui ne recherchent ni un emploi à temps partiel, ni un contrat à durée déterminée. Le nombre total de demandeurs d'emploi est en réalité de 3,1 millions et encore, sans comptabiliser les chômeurs des DOM (environ 200.000) et les personnes dispensées de recherche d'emploi car âgées.

Ce chiffre de 3,1 millions de chômeurs comprend tout d'abord les demandeurs d'emploi qui n'ont pas travaillé plus de 78 heures, mais qui cherchent soit un temps partiel, soit un CDD, environ 560.000 personnes. Bizarrement, les temps partiels et les CDD sont bien considérés comme des emplois par ailleurs, notamment quand l'INSEE mesure la population active ou le taux de chômage.

Il comprend aussi tous ceux qui ont travaillé plus de 78 heures le mois précédent l'enquête, quel que soit l'emploi qu'ils recherchent, soit plus de 600.000 personnes. S'agit-il de « vrais » chômeurs, puisqu'ils ont partiellement travaillé ? Dans tous les cas, il ne s'agit pas forcément de personnes qui travaillent toute l'année plus de 78 heures par mois, mais qui peuvent avoir travaillé un mois donné : on ne les retrouve pas nécessairement le mois suivant.

Les chiffres du chômage les plus souvent commentés ne portent que sur une partie des demandeurs d'emplois. Qui s'en soucie vraiment au fond ? Cela permet certes d'afficher moins de deux millions de chômeurs. En pratique, pour la très grande majorité, ce ne sont pas les chiffres qui importent mais la situation réelle face à l'emploi... »

Et ça ne va pas s'arranger...

L'INSEE vient de présenter deux enquêtes pessimistes sur la croissance française [2]. L'une fait état du recul en mars de 1,7 % des dépenses de consommation des ménages en produits manufacturés, l'autre révèle la détérioration de la conjoncture industrielle.

Qui plus est, l'indicateur du climat des affaires a perdu 2 points en avril.

Un gauchiste à l'ONU ?

Remplaçant Jean Ziegler comme rapporteur spécial des Nations Unies sur le droit à l'alimentation, M. de Schutter, juge « inexcusable » la carence dont a fait preuve la communauté internationale face aux "émeutes de la faim" qui se sont produites dans un certain nombre de pays africains, asiatiques ou même américains [3]. Il se propose de demander une session spéciale du Conseil des Droits de l'homme afin de « mettre les droits économiques et sociaux à égalité avec les droits civils et politiques ». Il rappelle que depuis des années de nombreuses personnalités « criaient dans le désert pour qu'on soutienne l'agriculture dans les pays en développement ». Mais ce n'était pas, loin s'en faut, la politique prônée et mise en oeuvre par les très libérales institutions financières internationales que sont la Banque mondiale et le Fonds Monétaire International. Leurs plans d'ajustement structurel ont poussé les pays les

plus endettés, notamment en Afrique subsaharienne, à développer des cultures d'exportation et à importer la nourriture dont ils avaient besoin, pour le plus grand profit des agricultures des pays occidentaux. M. de Schutter pense que « le danger serait de mettre des pansements en distribuant de l'aide alimentaire, sans travailler aux causes profondes derrière les réactions de panique des États ».

Il dénonce l'irresponsabilité des États-Unis et de l'Union Européenne en matière de production de biocarburants : « La production de colza, d'huile de palme, qui détruit les forêts en Indonésie, l'utilisation d'un quart de la récolte de maïs aux États-Unis, c'est un scandale qui sert uniquement les intérêts d'un petit lobby, avec l'argent du contribuable ». Il appelle au gel de tout investissement dans ce secteur.

Quant aux carburants de la "deuxième génération", produits à partir de déchets agricoles, « ils ne sont pas une panacée dans la mesure où ils consomment encore plus d'eau que ceux de la première génération. Étudions-les, mais ne nous voilons pas la face : il faut consommer moins d'énergie, utiliser moins d'automobiles et ne pas se faire d'illusion sur la capacité des nouvelles technologies à nous permettre de poursuivre notre mode de vie occidental ». Quand on lui demande si le marché alimentaire va s'autoréguler, M. de Schutter répond : « La "main invisible" n'est pas la solution, c'est le problème » et il ajoute pour enfoncer le clou « un petit nombre d'entreprises, Monsanto, Dow Chemicals, Mosaic, ... détiennent les brevets sur de semences, des pesticides, des engrais qu'elles peuvent vendre à des prix élevés pour les petits producteurs. Il faut réfléchir à une modification des règles de la propriété intellectuelle de ces entreprises dont les profits explosent ».

Il pense enfin qu'il faut supprimer graduellement les subventions agricoles [\[4\]](#), encourager les producteurs locaux des pays en développement à produire, acheter leurs produits sur les marchés locaux et les donner aux plus pauvres : « Au lieu de cargos de blé qui traversent l'Atlantique, il faut une aide financière ».

[\[1\]](#) L'Observateur des inégalités, n° 53, mai 2008.

[\[2\]](#) Le Monde, 25/04/2008.

[\[3\]](#) Le Monde, 03/05/2008.

[\[4\]](#) L'OCDE paye chaque année à ses agriculteurs 350 milliards de dollars et ne verse qu'un milliard de dollars d'aide à l'agriculture des pays en développement.